

VILLE de GRASSE

DETTE AU 31 DECEMBRE 2020 : RAPPORT ANNUEL

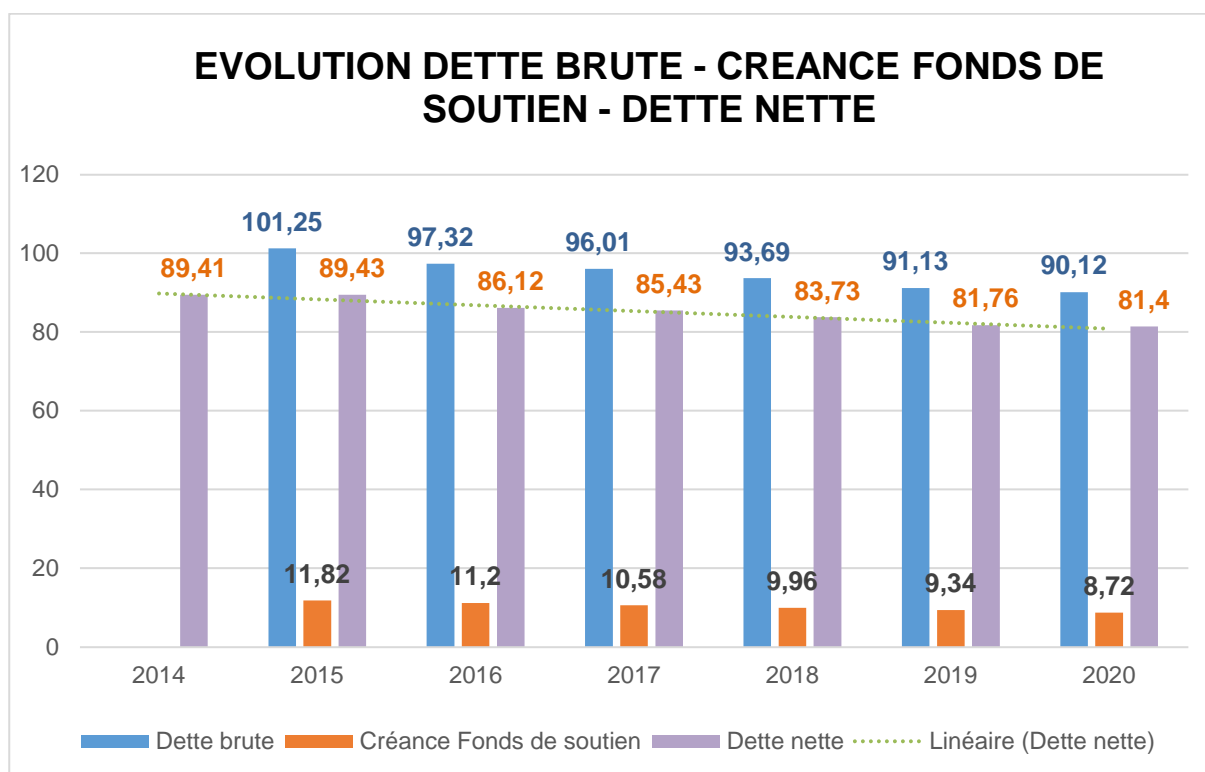
SOMMAIRE

I.	SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2020.....	3
•	Dettes globales – BUDGET PRINCIPAL.....	3
•	Ratios de Gestion publics	6
•	Durée de vie du portefeuille de dettes	6
•	Mise en jeu garantie d'emprunts.	6
II.	STRUCTURE de la DETTE au 31.12.20 (budget principal)	7
III.	DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.20 – budget principal	11
•	Résultats sur swaps.....	12
IV.	PROVISIONS au 31.12.20.....	14
V.	RATIOS « REGLES de GESTION »	14
•	Critères d'importance de la dette	14
•	Nouveaux financements.....	15
•	Paramètres de gestion	15
VI.	BILAN 2020 ET PERSPECTIVES	16
•	Commentaires de marchés (<i>source finance active</i>)	16
•	Taux d'intérêts (<i>source finance active</i>).....	16
•	Durée (<i>source finance active</i>).....	16
•	Stratégie (<i>source finance active</i>)	17
•	Perspectives 2021 (<i>source Finance Active</i>)	17
VII.	CONCLUSIONS	18

I. SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2020

- Dette globale – BUDGET PRINCIPAL

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019	2020
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.97	-0.36



1 Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
 - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
 - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, l'emprunt mobilisé a été optimisé afin que **le désendettement se poursuive.**

Analyse des variations 2020 et prospective 2021 en M€ hors refinancements.

En M€	2020	2021
Emprunts nouveaux LMT	+4	+ 7,92
Emprunts nouveaux CT	+3.80	
Amortissements	-8.08	- 8.00
Remboursement tirage	-0,7	
Variation dette brute	-1.01	-0,08
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-0.36	+0.54

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 700 K€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

Commentaire sur la dette CT

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer environ 22,5 % des investissements réalisés en 2020, dans des conditions financières extrêmement favorables pour la Ville. C'est le résultat de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

Pour 2020 apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT :
2 M€ souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 0,56 % sur 20 ans) ;
2 M€ à la Banque Postale (taux fixe : 1,46 % sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux, soit **4 M€** ;
- Un nouveau tirage sur notre convention CT souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux **3,8 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP), compensé par un remboursement **de 0,7 M€** dans la même année ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

Enfin il convient également de noter Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès du Crédit Agricole pour un montant strictement équivalent de **1,38 M€** (Euribor 3M + 0,90 BP sur 20 ans).

Nous nous sommes toujours positionnés sur une stratégie d'anticipation.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés.

Sur ce point en particulier, force est de constater aujourd'hui que la Ville est bien moins exposée aux risques des marchés financiers, néanmoins une opportunité a été saisie en 2020 pour diminuer de nouveau notre encours dit « hors charte ».

Nous avons également profité d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés en 2020 pour financer les investissements de 2021 fixant d'ores et déjà des conditions financières favorables en termes de taux.

Tableau profil d'extinction par exercice – Budget principal

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Amortissement CT	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2020	91 131 570,97 €	8 024 572,98 €	83 333,33 €	2 526 104,34 €	10 634 010,66 €	90 123 664,66 €
2021	90 123 664,66 €	7 989 938,09 €	83 333,34 €	2 116 738,85 €	10 190 010,28 €	89 550 393,23 €
2022	89 550 393,23 €	8 231 487,65 €	83 333,33 €	1 946 736,46 €	10 261 557,43 €	81 235 572,25 €
2023	81 235 572,25 €	7 884 050,75 €	83 333,33 €	1 772 663,07 €	9 740 047,16 €	73 268 188,17 €
2024	73 268 188,17 €	7 728 993,19 €	83 333,34 €	1 594 796,48 €	9 407 123,00 €	65 455 861,64 €
2025	65 455 861,64 €	7 623 203,04 €	83 333,33 €	1 398 086,87 €	9 104 623,23 €	57 749 325,27 €
2026	57 749 325,27 €	6 799 571,48 €	750 000,00 €	1 220 673,73 €	8 770 245,21 €	50 199 753,79 €
2027	50 199 753,79 €	6 391 739,70 €	0,00 €	1 089 794,99 €	7 481 534,68 €	43 808 014,09 €
2028	43 808 014,09 €	5 817 127,43 €	0,00 €	961 813,91 €	6 778 941,34 €	37 990 886,66 €
2029	37 990 886,66 €	4 788 622,33 €	0,00 €	851 238,30 €	5 639 860,62 €	33 202 264,33 €
2030	33 202 264,33 €	4 823 987,01 €	0,00 €	752 358,66 €	5 576 345,68 €	28 378 277,32 €
2031	28 378 277,32 €	4 948 063,91 €	0,00 €	645 022,76 €	5 593 086,67 €	23 430 213,41 €
2032	23 430 213,41 €	5 077 703,88 €	0,00 €	529 828,12 €	5 607 531,99 €	18 352 509,53 €
2033	18 352 509,53 €	4 572 782,65 €	0,00 €	397 253,40 €	4 970 036,04 €	13 779 726,87 €
2034	13 779 726,87 €	4 279 173,68 €	0,00 €	275 491,21 €	4 554 664,89 €	9 500 553,19 €
2035	9 500 553,19 €	3 983 732,37 €	0,00 €	171 038,37 €	4 154 770,74 €	5 516 820,82 €
2036	5 516 820,82 €	1 669 220,43 €	0,00 €	68 425,84 €	1 737 646,27 €	3 847 600,39 €
2037	3 847 600,39 €	1 214 920,73 €	0,00 €	44 357,49 €	1 259 278,22 €	2 632 679,66 €
2038	2 632 679,66 €	951 200,32 €	0,00 €	29 432,30 €	980 632,62 €	1 681 479,34 €
2039	1 681 479,34 €	857 794,02 €	0,00 €	17 327,15 €	875 121,17 €	823 685,32 €
2040	823 685,32 €	564 860,30 €	0,00 €	6 852,52 €	571 712,82 €	258 825,02 €
2041	258 825,02 €	258 825,02 €	0,00 €	1 627,57 €	260 452,59 €	0,00 €

- **Ratios de Gestion publics**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours dette nette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58	1.59
Encours dette nette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118	121

- **Durée de vie du portefeuille de dettes**

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.2020
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2	11.41
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2	6.8

- La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.
- La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.
- Le ratio « Encours de dette nette / habitant (€) » a été impacté :
 - En 2014, par la mise en force de la première phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
 - En 2015 par :
 - la mise en force de la deuxième phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
 - La nécessité de désensibiliser un produit structuré très toxique souscrit antérieurement auprès de Dexia. Cette désensibilisation passait, notamment, par la souscription d'un emprunt pour financer une partie de l'IRA. Bien qu'importante, l'aide du Fonds de Soutien ne compense pas totalement cet emprunt (16.4 M€ vs 12.4 M€)
 - En 2016, le ratio commence à s'améliorer.
 - En 2017, malgré le décalage des opérations de cessions d'actifs, la baisse de l'encours de dette a pu se poursuivre.
 - En 2018, la baisse de l'encours de dette se confirme.
 - En 2019 et 2020, alors que la baisse de l'encours de dette s'est poursuivie, la forte chute de la population biaise le ratio.
- Le ratio « Encours de dette nette / recettes de fonctionnement (%) » :
Ce ratio se détériore en 2020 par la baisse de nos recettes de fonctionnement due à la crise sanitaire.

- **Mise en jeu garantie d'emprunts.**

La ville garantit des emprunts au profit d'organismes de logements sociaux. Aucune garantie d'emprunt n'a été appelée en 2020.

II. STRUCTURE de la DETTE au 31.12.20 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

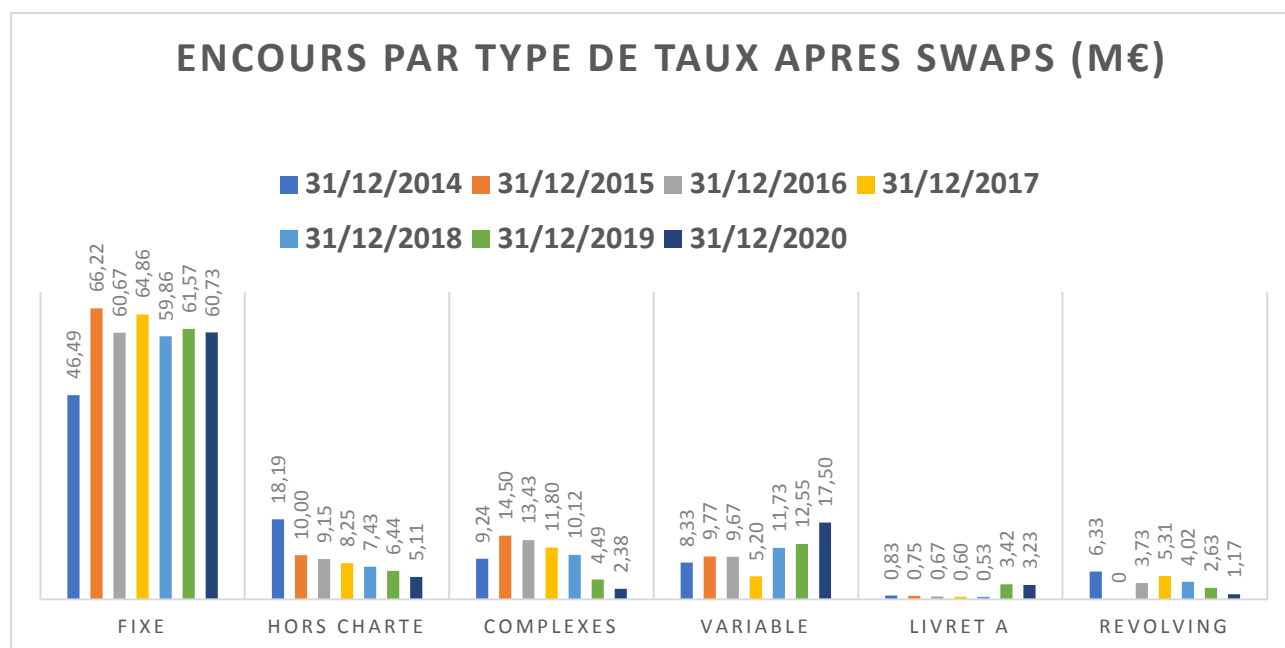
Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19		31.12.20	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe ²	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.57	67.59	60.73	67.39
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.93	2.38	2.64
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06	5.11	5.67
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.78	17.50	19.42
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75	3.23	3.58
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.89	1.17	1.30
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.13	100	90.12	100

Après swaps, à fin 2020, la dette à taux fixe représente 67,39 % de la dette totale, 24,30 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 5,67 % de notre dette.



² En ce compris les PPP.

Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2020 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2020, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

Risk		Risque					Total	
		moins élevé				Plus élevé		
		A	B	C	D	E	HC	
		M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
Élevé	1	81.46	3.28					84.74 94.03%
	2							
	3							
	4		0.27					0.27 0.30%
	5							
+ ←	HC						5.11	5.11 5.67%
	Σ	81.46	3.55				5.11	90.12
	%	90.39	3.94				5.67	100 %

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2019, les positions Hors Charte sont passées à 5,67 % vs 7,06 % en 2019, les positions complexes à 2,64 % vs 4,93 % en 2019.

Les positions « 1A » - « 1B » ont fortement augmenté à 94,33 % vs 92,16 % en 2019.

- Portefeuille de financements et swaps « Hors Charte » et « Complexes »

Les produits « Hors Charte » et « à taux complexes » se répartissent ainsi - **Budget Principal** :

Indices de référence des taux complexes ou des emprunts « Hors Charte »	Classt	Nbre	Réf.	Encours 31.12.20		Seuils	Niveaux Index
	Gissler	Opé.	ville	M€	%	(%)	03.06.21
Eur 3m	1B	1	295	0.031	0.36%	≤ 6.50%	-0.5420 %
Eur 12m	1B	1	325	3.250	37.51%	≤ 5.10%	-0.4850 %
Libor USD 12 m	4B	1	3177	0.272	3.14%	≤ 7.00%	0.2456 %
USD/CHF	HC	1	301b	0.116	1.34%	≥ 0.95	0.8994 %
2,96% si CMS (30y - 1y)	HC	1	309	3.097	35.74%	≥ 0	1.062 %
Sous-total avec barrière		5		6.766	78.08%		

EUR/USD - EUR/CHF	HC	1	318	0.996	11.49%	sans	0.1226 %
CMS GBP 10y - CMS EUR 10y	HC	1	308b	0.903	10.42%	sans	0.929 %
Sous-total sans barrière		3		1.899	21.92%		

TOTAL		8		8.665	100%		
-------	--	---	--	-------	------	--	--

Total Produits « Hors Charte »		4		5.112	36.19%		
Total Produits à « Tx complexes »		3		3.553	63.81%		
Total par types de taux		6		8.665	100%		

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.43	-0.37

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
 - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74% et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.

 - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45% et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaletur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

III. DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.20 – budget principal

- Au 31.12.20, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse		Réf.	Type	Sans swaps		Avec swaps		Total	
		Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte									
SFIL	HC	308b	Struct			1	0.90	1	0.90
Dexia	HC	309	Struct			1	3,10	1	3,10
CE	HC	318	Struct			1	0.99	1	0.99
CE	HC	301b	Struct			1	0,12	1	0,12
						4	5.11	4	5.11
Financements Complexes									
Dexia	B1	295	Struct	1	0,03			1	0,03
SFIL	B1	325	Struct			1	3,25	1	3,25
CE	B4	3177	Struct	1	0,27			1	0,27
				2	0,30	1	3,25	3	3.55
TOTAL				2	0.30	5	8.36	9	8.66

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Quatre produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 5,61 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 5,11 M€ entre fin 2014 et fin 2020, soit une réduction de près de 72 %.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2020
Ville		M€
301b	3.50 % si USD/CHF \geq 0.95 sinon, $3.50 \% + 1.55 * (0.95 - \text{USD/CHF}) / \text{USD/CHF}$	0,12
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)	0.90
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) \geq 0 sinon, $10.55 \% - 10 * (\text{CMS 30y} - \text{CMS 1y})$	3.10
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.99
	TOTAL en EUR	5.11

- **Résultats sur swaps**

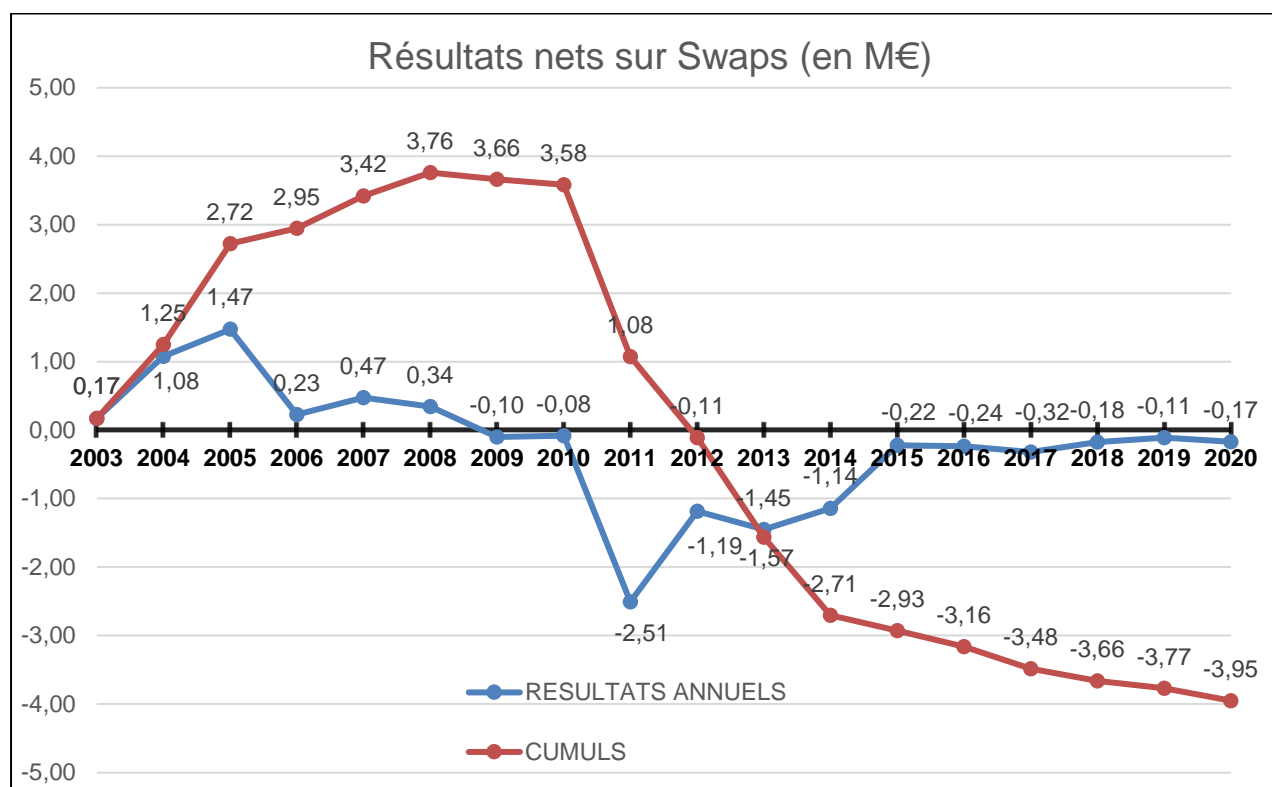
Ils sont calculés depuis les premiers swaps souscrits.

Compensés	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Gains	+0.172	+1.078	+1.477	+0.300	+1.144	+1.419
Pertes		-0.002	-0.004	-0.075	-0.670	-1.077
par exercice	+0.172	+1.076	+1.473	+0.225	+0.474	+0.342
Cumuls	+0.172	+1.248	+2.721	+2.946	+3.420	+3.762

Compensés	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Gains	+0.581	+0.536	+0.448	+0.465	+0.381	+0.422
Pertes	-0.681	-0.616	-2.955	-1.652	-1.834	-1.563
par exercice	-0.100	-0.080	-2.507	-1.187	-1.453	-1.141
Cumuls	+3.662	+3.582	+1.075	-0.112	-1.565	-2.706

Compensés	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Gains	+0.389	+0.251	+0.254	+0.200	+0.109	+0.058
Pertes	-0.610	-0.486	-0.575	-0.377	-0.224	-0.229
par exercice	-0.221	-0.235	-0.321	-0.177	-0.115	-0.171
Cumuls	-2.927	-3.162	-3.483	-3.660	-3.775	-3.946

Le graphique ci-après résume ces évolutions :



- 2009 marque un tournant caractérisé par des résultats nets par exercice devenant négatifs, conséquence de la crise dite des « subprimes » et de ses prolongements ;
- 2011 et 2012 enregistrent un alourdissement significatif de la tendance au point d'absorber tous les résultats favorables engrangés précédemment ;
- 2014 dénote une reprise du contrôle des résultats sur swaps grâce à la désensibilisation d'un contre-swap Depfa.
- 2015 accentue l'amélioration grâce à la désensibilisation d'un financement structuré (Dexia)
- 2016 année de plein effet (12 mois) des désensibilisations, confirme l'amélioration
- 2017 tendance à l'amélioration atténuée : dans le sillage du Brexit d'une part, et de la reprise économique en zone euro d'autre part, l'écart d'indices zone GBP – zone EUR s'est resserré, impactant sensiblement le produit HC 308b (perte 2017 120 K€ vs 2016 12 K€)
- 2018 les encours notionnels des swaps diminuants, le volume de perte constaté diminue
- 2019 la diminution du volume de perte constaté se poursuit.
- 2020 l'effet « brexit » a induit un resserrement de l'écart d'indice de la zone GBP moins zone EURO impactant sensiblement le contre Swap 308B . Il en a été de même pour le swap 318 impacté par l'augmentation de l'écart EUR-USD moins EUR-CHF en fin d'année 2020.

IV. PROVISIONS au 31.12.20

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2019

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Dexia	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant du au 1er septembre CHF		328 275,00					
Capital restant du au 1er septembre Euros		305 571,07					
	116		903	3 096	271	995	5 384
Capital restant du au 31/12/2020 (€)	422,92	0,00	093,33	986,82	626,03	876,76	005,86
Durée résiduelle (années)	0,98	0,00	2,41	7,58	0,40	3,99	
Provision devises		0,00					
Provision €	2 021,68	0,00	-481,78	1 751,93	2 982,13	39 889,53	46 163,48
Provision globale	2 021,68	2 021,68	1 539,91	3 291,83	6 273,97	46 163,50	

DOTATION / REPRISE aux PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE 2020

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Dexia	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Dotation Provision (+) €	1 934,02	0,00	0,00	1 751,93	0,00	35 261,50	38 947,45
Reprise Provision (-) €	0,00	-82 779,80	-8 415,99	0,00	0,00	0,00	-91 195,79
Dotation (+) / Reprise (-) nette	1 934,02	-80 845,78	-89 261,76	-87 509,84	-87 509,84	-52 248,34	-52 248,34

Des ajustements sont opérés à chaque arrêt des comptes si :

- Les conditions de marché venaient à s'améliorer (reprises) ou à se dégrader (dotations) ;
- Des réaménagements permettaient d'abaisser les indices « Gissler » sous les limites définies ci-avant supprimant, par le fait, l'obligation de provisionnement (reprises).

V. RATIOS « REGLES de GESTION »

Les ratios sont calculés sur la dette nette totale du budget principal.

- Critères d'importance de la dette

- Critères structurels – budget principal

	Limites	Niveaux au			
		31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.2020
Capacité de désendettement retraitée ³ ratio Ville	≤ 12.0 ans	16.4 ans	10.84	9.1	9.6
Encours de dette / recettes de fonctionnement	≤ 110%	128%	124%	118%	121%

Encours de dette retraité – Fonds de Soutien déduit (décret du 29.12.15)

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Complexes »)

	Limites	Niveaux au			
		31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.2020
Encours de dette dérivée / Encours de dette totale	≤ 25%	20.9%	18.94%	11.98%	9.61%
Encours de dette dérivée	≤ 25 M€	20.05 M€	17.75 M€	10.93 M€	8.66 M€

³ Rapport entre le stock de dette et la capacité d'autofinancement brute (Ville) recettes réelles – dépenses réelles

Le pourcentage est calculé par rapport à la dette brute du budget principal.

L'objectif fixé par les règles de gestion était de 25% pour l'encours de dette dérivée / encours de dette totale et de 11 M€ pour l'encours de dette dérivée ; ce dernier étant atteint, les critères sont respectés.

- **Nouveaux financements**

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)		
	31.12.20	
	Maximum	Réalisé
Financement Maximum Prévu (FMP)	7.50 M€	7.1 M€
Plafond (120% du FMP)	9.00 M€	

Dès lors que les limites n'ont pas été dépassées, les critères sont respectés.

- **Paramètres de gestion**

- Durées

	Limites	31.12.20
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	7.2 ans	6,8 ans
Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n	25 ans	20 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux pour financer l'investissement de l'année n	20 ans	20 ans

- Segmentation par types de taux

Nature des taux	Limites	31.12.20
	en %	en %
Taux Fixes	65%	67.39 %
Taux Variables ou Référencés	35%	32.61 %

Sur les deux catégories principales, les données à fin 2020 sont proches des objectifs définis (dans un contexte de taux bas, il s'est avéré opportun de souscrire en taux fixe) ; on peut donc considérer que les critères sont respectés.

Les pourcentages sont calculés par rapport à la dette totale brute.

En résumé, sur la base des données à fin 2020, les règles de gestion ont été appliquées.

VI. BILAN 2020 ET PERSPECTIVES

• Commentaires de marchés (*source finance active*)

L'année 2020 a été exceptionnelle à plus d'un titre. La propagation rapide de la pandémie a poussé les Etats à intervenir massivement, de concert avec les banques centrales. Alors même qu'un an auparavant, la normalisation monétaire semblait être la sortie logique d'une décennie d'interventions de la Banque centrale européenne, cette dernière semble être entrée dans un processus d'innovation monétaire permanent avec l'annonce de nouvelles mesures de soutien.

Dans ce contexte, les banques ont financé 59,3% des besoins d'emprunt à long terme des collectivités : cette proportion des volumes correspond aux nouveaux contrats, signés et consolidés en 2020, mais aussi aux consolidations de contrats signés par le passé ou de conventions pluriannuelles.

Le recours au financement obligataire fait un bond de 17,1% en 2019 à 31,4% en 2020, ce qui se traduit par le recul du financement bancaire traditionnel pour la deuxième année consécutive depuis 2018 (69,4%).

Les banques restent cependant la première source de financement des collectivités pour 60% environ des volumes (toutes strates) et pour plus de 89% pour les Communes et EPCI de moins de 20 000 habitants.

Les Régions et les Syndicats se distinguent par leur recours plus important au financement obligataire, respectivement 44,5% et 63,5%. La part des nouveaux financements issus de la Caisse des Dépôts (CDC) décroît, de 3% en 2019 à seulement 2,3% en 2020.

La présence de la CDC / Banque des Territoires est plus marquée chez les Communes et EPCI de moins de 10 000 habitants (8,5%) et les Communes et EPCI entre 20 000 et 100 000 habitants.

Toujours parmi les financements alternatifs, la Banque européenne d'investissement (BEI) est de moins en moins représentée, à seulement 1,8% des flux (contre 19,8% en 2014).

• Taux d'intérêts (*source finance active*)

Pour l'année 2020, les taux d'intérêt auxquels les collectivités françaises se sont financées ont poursuivi leur décline grâce à la détente des taux longs observée à compter de l'été 2020.

Ainsi, les collectivités ont enregistré un taux moyen largement inférieur (0,56%) à celui observé l'an dernier (0,71%).

En effet, plus de 44% des taux fixes ont été souscrits sur un niveau inférieur à 0,50%.

Du côté des marges faciales sur les emprunts variables, 57% d'entre elles étaient inférieures à 0,45%, avec cependant une marge moyenne observée à 0,54% en 2020 (54 points de base), en hausse par rapport à 2019 (0,41%).

Quant à la distribution des taux payés par type de financement, 40,1% des financements alternatifs (AFD, AFL, BEI et CDC) ont été souscrits sur des niveaux inférieurs à 0,50%, niveau très proche de celui des banques (41,1%).

C'est le financement obligataire qui apparaît le plus performant, avec 61,4% des financements émis en deçà de 0,50%.

Si toutes les strates de collectivités se sont financées sur un taux moyen inférieur à 1%, ce sont les SDIS qui ont bénéficié des meilleures conditions de financement (0,49%) puis les Départements (0,51%).

• Durée (*source finance active*)

Pour couvrir leurs besoins d'emprunt 2020, les collectivités locales n'ont jamais emprunté sur une durée aussi longue avec une moyenne de 20,1 années, contre 18 ans en 2019.

En effet, 25,7% des crédits ont été souscrits sur une durée supérieure à 25 ans (contre 15,5% en 2019), chiffre tiré vers le haut par les financements obligataires (41,4% des financements mobilisés sur des maturités supérieures à 25 ans).

La durée moyenne des financements obligataires est de 22,1 ans (et jusqu'à 50 ans), contre 19 ans pour les financements bancaires.

Les banques publiques (AFD, AFL, BDCE, BEI et CDC) restent les partenaires qui financent les investissements les plus longs avec 20,5 années en moyenne et jusqu'à 52 ans pour la CDC.

Ce sont les Communes et EPCI de plus de 100 000 habitants qui ont emprunté sur la durée de vie la plus longue (23,1 ans), alors que les Communes et EPCI de moins de 10 000 habitants sont les entités qui ont emprunté sur des maturités les plus courtes (17,4 années).

Pour ce qui concerne la région PACA et pour ses communes et EPCI de moins de 100 000 habitants, le taux d'emprunt moyen s'est situé à 0.77 % pour une durée d'emprunt moyenne de 18.8 années. Les principaux prêteurs ont été Le Crédit agricole pour 34.6 % et la BPCE pour 17.2 %.

- **Stratégie (*source finance active*)**

La préférence pour les emprunts à taux fixe se renforce en 2020, avec plus de 89% des volumes réalisés à taux fixe l'an dernier (contre 77,3% en 2019) et seulement 10,9% à taux variable (dont 2,1% de Livret A).

Cela s'explique par la détention importante des taux longs d'une part, mais également par le renchérissement du coût des emprunts à taux variable, pour lesquels le floor à 0% appliqué sur les index Euribor augmente toujours substantiellement la marge réelle des emprunts.

De ce fait la part des emprunts variables dans les nouveaux financements est historiquement faible à 10,9%, contre 34,7% en moyenne sur la période 2014-2019.

A noter qu'en 2020, 100% des emprunts ont ainsi été souscrits avec des taux d'intérêt classés 1A selon la Charte de bonne conduite (dite Charte Gissler).

- **Perspectives 2021 (*source Finance Active*)**

Aujourd'hui, grâce aux campagnes de vaccination mondiales et aux plans de soutien et de relance économiques massifs, les perspectives de reprise économique sont positives et augurent des jours meilleurs à venir.

C'est ce qu'illustre bien la remontée des taux des OAT depuis le début d'année.

De manière générale, les nombreuses inconnues sanitaires (nouvelles vagues, rythme de vaccination, nouveaux variants et durée d'immunité des vaccins) auront un impact direct sur l'activité économique à venir, ce qui rend donc ardu tout exercice de prévision.

A ce jour, cependant, si l'on regarde les prévisions de croissance économique de la zone euro (3,8% en 2021 et 2022 d'après la Commission européenne), le niveau de valorisation des entreprises (CAC40 autour des 5700 points) qui pour rappel reflète les anticipations de revenus futurs- ou encore le cours du pétrole (un bon indicateur avancé du commerce international), on peut être raisonnablement optimiste sur le retour de la croissance économique en zone euro et en France.

Sur les marchés financiers, sous réserve que l'inflation en zone Euro reste en dessous de la cible BCE de 2% (ce que les économistes anticipent jusqu'à au moins 2022), les taux d'intérêt directeurs de la BCE devraient rester à leur niveau actuel (la courbe forward des Euribors 6 mois est parfaitement stable pendant 1 an).

Les taux monétaires, €ster et Euribors au premier rang, devraient rester, en l'absence d'anticipations de hausse des taux BCE et de stress de liquidité des banques, proches des taux directeurs.

Sur le marché de la dette française, étant donné que la hausse de l'endettement de l'Etat est déjà connue des marchés et que celle-ci devrait continuer à être absorbée par la BCE, la probabilité de hausse significative des taux des OAT est faible. La véritable inconnue est finalement l'inflation qui, alors qu'elle revient aux Etats-Unis, pourrait jouer les trouble-fêtes en Europe également, si le pétrole poursuit sa remontée et que les consommateurs européens décident -à la sortie des confinements- de se déplacer à nouveau et dépenser massivement leur épargne accumulée.

VII. CONCLUSIONS

Comme le précise « finance active » dans son rapport d'observation 2020 de la dette des Collectivités Locales :

L'année 2020 a été le témoin d'une crise sanitaire mondiale, celle de la Covid-19, faisant à ce jour plus de 2,3 millions de victimes dans le monde. Face à cette crise, les gouvernements ont confiné leurs populations - engendrant un arrêt brutal de l'économie mondiale - et soutenu leurs économies en utilisant leurs leviers (budgétaire, prêts garantis, chômage partiel, etc.), avec comme conséquence la hausse des déficits budgétaires et des dettes publiques. Les autorités monétaires, elles, ont baissé leurs taux d'intérêt directeurs et mis en place (ou poursuivi) des programmes massifs d'achats d'actifs (PEPP, APP) et de refinancement des banques (TLTRO III, PELTRO) afin de maintenir des conditions d'emprunt (banques, ménages, entreprises et Etats) très favorables.